

FIAN EN ACTION

- > Ca bouge chez FIAN
 - 17 avril 3
 - Du coté de Welkenraedt et de Eupen 4
 - Lokalgruppe Sankt Vith 5
- > Niews van het secretariaat van FIAN Belgium
 - Week-end de formation FIAN Belgique 6
- > Brèves du Conseil d'Administration
 - Le leg en duo 7

FIAN ACTU

- > THEMA : «Une histoire de banque mondiale et de droit à l'alimentation »
 - Enjeux et historique 8
 - La société civile pose 3 questions à la banque mondial 11
 - Mondialisons la résistance pour la terre et l'eau ! 12

FIAN PLUS

- > ITV FIAN : Mariam Jorjadze 14
- > Agenda 16

D'un côté nous avons d'excellentes nouvelles à vous annoncer puisque l'équipe a réalisé un travail exceptionnel et obtenu un renouvellement des financements de la DGD ainsi qu'une participation à un projet européen. Donc l'équipe va se renforcer et s'agrandir !!

D'autre part, il y a-t-il lieu de se réjouir de recevoir quelques cacahouètes en plus pour se consacrer à une situation alarmante en ce qui concerne les besoins de la population mondiale en eau, nourriture, logement et respect des droits humains? La situation est catastrophique. De plus en plus de grandes entreprises peuvent être considérées comme mafieuses selon des critères « normaux », la lutte contre le changement climatique est risible, le contrôle de la finance mondiale est inexistant et il y a à peine 3000 personnes à la manifestation contre le TTIP du week-end dernier à Bruxelles, etc...

Que faire pour nos enfants et petits-enfants?

La vraie révolution vraie? Oui la vraie révolution vraie dans tous les pays du monde restera sans doute la dernière solution.

Philippe Kroff, membre du Conseil d'Administration

Eenzijds hebben we uitstekend nieuws voor u aangezien het team uitzonderlijk werk geleverd heeft en een vernieuwing krijgt van de financiering van het DGD, en daarbovenop een deelname aan een Europees project heeft behaald. Het team krijgt dus versterking en breidt uit !!

Anderzijds, moeten we echt verheugd zijn met de enkele broodkruimels die we toegegooid krijgen om ons toe te wijden aan de alarmerende situatie in de behoeften aan water, voedsel, huisvesting en respect van mensenrechten van de wereldbevolking? De situatie is desastreus. Meer en meer grote bedrijven kunnen beschouwd worden als maffios volgens de "normale" criteria, de strijd tegen klimaatverandering is lachwekkend, de controle over de financiële wereld onbestaand en er waren amper 3000 mensen op de manifestatie tegen het TTIP vorig weekend in Brussel, enz...

Wat kunnen we doen voor onze kinderen en kleinkinderen?

De echte revolutie? Ja, de echte echte revolutie in alle landen van de wereld zal zonder twijfel de laatste oplossing blijven.

Philippe Kroff, lid van de Raad van Bestuur

Auf der einen Seite haben wir euch exzellente Neuigkeiten mitzuteilen, denn das Team hat eine außergewöhnliche Arbeit geleistet: die Erneuerung der Finanzierung der DGD und die Teilnahme an einem europäischen Projekt. Deshalb wird das Team erstarken und sich vergrößern !!

Aber gibt es auf der anderen Seite einen Grund sich daran zu erfreuen, ein paar Kröten mehr zu bekommen für eine alarmierende Situation, welche die Bedürfnisse der Weltbevölkerung an Wasser, Nahrung, Unterkünften und den Respekt von Menschenrechten betrifft? Die Situation ist katastrophal. Mehr und mehr große Unternehmen können nach „normalen“ Kriterien als mafiosenhaft angesehen werden, der Kampf gegen den Klimawandel ist lächerlich, die Kontrolle der Weltfinanzen existiert nicht und es kamen nur 3000 Menschen zur Demo gegen TTIP am letzten Wochenende in Brüssel, usw.

Was kann man noch für unsere Kinder und Enkel tun?

Eine echte Revolution? Ja, eine echte Revolution in allen Ländern der Welt wird zweifellos die letzte Lösung sein.

Philippe Kroff, Mitglied des Verwaltungsrates

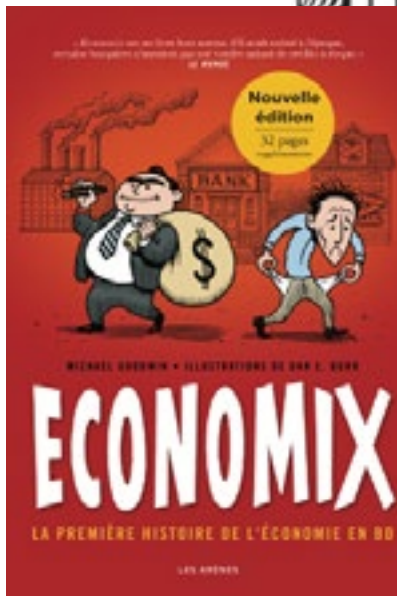
Éditeurs responsables :

Philippe Kroff, Johan Verhoeven

Ont participé à ce numéro:

GL de Eupen, de Wekkenraed et de Saint Vith, Antoine Hermelin, Inès Ayari.

LA CREA/ LA CRITIQUE



CRITIQUE DU LIVRE

ECONOMIX LA PREMIÈRE HISTOIRE DE L'ÉCONOMIE EN BD

Ce livre est un parfait complément pour approfondir le thème des institutions et des rouages de notre économie dont on parle dans les colonnes de ce FIAN Echo.

Achetez la nouvelle édition (voir illustration) car la première s'arrête à la crise des subprimes (2008) et les 32 nouvelles pages nous parlent de l'enjeu du Partenariat Transpacifique en cours de négociation et de ses conséquences directes sur la vie quotidienne s'il est signé.

Je n'y connais vraiment pas grand chose en économie et finances et je suis très heureux d'avoir pu disposer enfin d'une source d'informations aussi précise, concise, sérieuse, très bien documentée. Une excellente vulgarisation sous forme de bande dessinée (j'adore) qui n'enlève rien à la rigueur qui caractérise cet auteur.

Economix fut une vraie claque car jamais je n'aurais pensé que les êtres humains derrière les grandes entreprises, les partis politiques, les lobbies n'agiraient avec autant de cynisme et aussi peu de scrupules pour réduire la population mondiale à la pauvreté, la famine et l'esclavage. Et ce n'est pas fini.

Le dessinateur allège le propos grâce à des dessins pertinents et humoristiques malgré les lugubres et navrantes vérités qui nous sont assénées. J'avoue n'avoir pas toujours tout compris dans les moindres détails mais ce n'est pas grave. Lisez-le, cela en vaut vraiment la peine.

www.economixcomix.com permet d'aller au-delà du livre.

Philippe Kroff, comité de rédaction

- P.230: «Cependant, il y avait beaucoup d'inégalités dans les années 1970, quand un P-D.G. gagnait 40 fois plus qu'un ouvrier. Or, en 2000, c'était 500 fois plus.»

- P.87: «Ce n'est plus un gouvernement du peuple, par le peuple et pour le peuple. C'est un gouvernement des corporations, par les corporations et pour les corporations.» Rutherford Hayes, républicain, président de 1877 à 1881.

-P.250: «La plupart du temps, nous avons eu tort.» Alan Greenspan (2008)

FIAN
in
actie

FIAN
en
action

FIAN
in
aktion

17 AVRIL : JOURNÉE DES LUTTES PAYSANNES

LES LUTTES PAYSANNES MOBILISENT LES FIANISTES !

Du 23 mars au 17 avril 2015, partout en Belgique, des collectifs citoyens et des organisations de la société civile belge se sont mobilisés aux côtés du monde paysan belge pour défendre l'accès à la terre, ressource indispensable au maintien et à l'installation de paysans s'il en est.

En tout, ce ne sont pas moins de 30 actions locales qui ont eu lieu avec pour but de provoquer un véritable débat citoyen autour de l'avenir de notre alimentation. Les actions ont pris des formes très diverses, à l'instar de la grande diversité d'acteurs qui soutiennent ce débat : ciné-débat, conférence, action en rue, distribution de tracts en gare, émissions radio, forum, plantage de patates, occupations, etc... Tout y passe ! FIAN Belgique a été particulièrement actif au niveau de la coordination de la campagne. Plusieurs membres de FIAN ont participé à l'occupation de la DG agriculture et le GI de Welkenraedt a mené une action de sensibilisation.

DES AGRICULTEURS ET CITOYENS ONT OCCUPÉ LA DG AGRICULTURE POUR REVENDIQUER LA FIN DES NÉGOCIATIONS DE LIBRE ÉCHANGE

Plus de cinquante agriculteurs et citoyens sensibilisés ont occupés la direction générale agriculture de la commission européenne le 17 avril midi pour demander la fin des négociations UE-US sur le traité transatlantique (TTIP). A la veille du prochain round de négociations à New-York de ce 20 avril, « Le TTIP – ainsi que son petit frère le CETA – aura un impact dévastateur sur les petits agriculteurs des deux côtés de l'Atlantique. » affirme Jose-Miguel Pacheco, membre de la coordination européenne de Via Campesina. « Notre position est très claire : la promotion de l'agriculture industrielle et des OGMs sape notre lutte pour un système alimentaire alternatif. C'est pour cette raison que nous sommes ici pour dire à Zoltan Somogyi que tous ces traités de libre-échange doivent prendre fin. »

L'occupation clôturait un tour du quartier européen qui a mis en valeur comment les négociations commerciales sont poussées par l'industrie agro-alimentaire.

Les activistes occupant la DG AGRI ont obtenus de pouvoir rencontrer Zoltan Somogyi, le co-négociateur en chef pour l'agriculture, pour compenser le fait que 92% de toutes les réunions et consultations menées par la Commission se sont faites avec les représentants des multinationales.

La campagne de la journée des "lutttes paysannes" a fait du bruit dans les médias ! Découvrez les articles et reportages ainsi que des photos sur <http://lutttespaysannes.be/>



DU COTÉ DE WELKENRAEDT

PASSÉ.....

Malgré le vent et l'envol des stands de toutes les associations présentes, la motivation était au rendez-vous ce samedi 18 avril ! Comment faire autrement lorsque le professeur Belpomme, cancérologue français, nous fait le plaisir d'intervenir lors d'une journée consacrée aux enjeux liés à notre alimentation ?

A l'occasion de cette journée organisée par le collectif Semer le Futur - dont fait partie FIAN, différentes activités et ateliers sur ce thème étaient proposés à un large public. Jeunes et moins jeunes, averties et novices, conscientes ou simplement ouvertes : toutes les personnes présentes purent s'informer sur ce que cachent nos assiettes actuellement et sur des pistes pour améliorer les choses.

Nous avons tous été interloqués par les propos de monsieur Belpomme nous expliquant les effets des pesticides et autres produits phytosanitaires présents dans notre alimentation sur notre santé, en particulier sur leur participation au développement des cancers. Présentant ainsi les observations qu'il a pu réaliser au cours de ces trente dernières années dans

son centre de recherche Artac, nous avons pu prendre pleinement conscience que notre alimentation nécessite une attention particulière et qu'elle est à la base de notre santé mentale et physique.

Après un repas proposé par l'association Croc espace, la journée s'est poursuivie par des ateliers et animations sur le jardinage, la cuisine, le gaspillage alimentaire, les cantines bio dans les écoles, les traités Transatlantiques (contre lesquels le professeur Belpomme nous enjoint par ailleurs à manifester !), etc Bref, ce fut une journée riche en information et stimulant notre envie de changements !

...FUTUR

Les 06 et 07 juin prochains se tiendront les salons du volontariat un peu partout en Wallonie et notamment à Welkenradt. Cette année, FIAN y sera bien présent afin de mettre au parfum les habitants de la commune et des environs de nos activités et actions !



NEUES VON DER LOKALGRUPPE EUPEN

Etwas Werbung

Wir, die Lokalgruppe Eupen, das sind fünf Personen: Claire, Paul, Doris, Cynthia und Margit. Zwei sind im Ruhestand (das heißt schwer beschäftigt), drei sind noch berufstätig. Wir könnten Verstärkung gebrauchen. Meldet euch gerne bei Margit (087 55 36 49 – margit.meyer@skynet.be) oder kommt am 7. Juni zu unserm Familiennachmittag und sprecht uns an.

Übrigens: Claire und ihr Mann Johannes sind seit kurzem stolze Eltern einer kleinen Alma. Wir freuen uns mit ihnen.

Besuch bei Minister Antoniadis

Vertreterinnen der beiden Lokalgruppen Eupen und Sankt Vith sind am 12. März von dem für Entwicklungszusammenarbeit zuständigen Minister Antoniadis eingeladen worden zu einem Gedankenaustausch. Gelegenheit für uns, ein kleines Dossier über FIAN und seine vorrangigen Anliegen zu erstellen und vorzubringen. Wir hatten den Eindruck, bei Minister Antoniadis, mit dem wir vor seinem Amtsantritt schon Kontakte hatten in Zusammenhang mit „Fairen Blumen“, ein offenes Ohr zu finden.

FAMILIENNACHMITTAG AM SONNTAG 7. JUNI AB 12 UHR

Wir laden FIAN-Mitglieder und Sympathisanten herzlich ein, spielerisch mehr über FIAN zu erfahren, bei einer Wanderung, allein oder in Gruppen

- kurze, kinderwagengerechten Wanderung (etwa 1,5 Stunden)
- längere Wanderung für „Erprobte“ (etwa 3 Stunden)

Nach der Wanderung: gemütlicher Ausklang mit Stärkung.

Anmeldung, Start und Ausklang: Viertelhaus Cardijn, Hillstraße 7 in Eupen (viele Parkplätze und der frühere Schulhof zum Spielen). Teilnahmegebühr: 5 € für Erwachsene – Kinder gratis. Anmelden nicht erforderlich, aber für uns nützlich (siehe obige Adresse)

LOKALGRUPPE SANKT VITH :

SOLIDARITÄTSESSEN IN SANKT VITH

Am Sonntag, den 22. März 2015 fand in Sankt in Zusammenarbeit mit der Organisation Miteinander Teilen und dem Pfarrverband das Solidaritätessen statt. Seit Jahren war es in Form eines Brunchs konzipiert, in diesem Jahr war es als Mittagsmahlzeit konzipiert. Es wurden Produkte aus lokaler oder fairer Produktion angeboten (Süßes aus dem Weltladen Sankt Vith, Brot vom Terrenhof..., Käse aus Wavreumont und Waimes..., Suppe aus Topinambur vom Sozialbetrieb „dabei, zubereitet) um die Menschen für ein bewusstes Konsumverhalten im Sinne der Nahrungsmittelsouveränität zu sensibilisieren. Der kulturelle Teil wurde die musikalischen Einlagen von zwei jungen Musikerinnen - Jessica Pfeiffer an der Gitarre, Darinka Theissen auf der Querflöte- gewährleistet. Der informative Teil wurde von einem Gast von Miteinander Teilen aus Haiti übernommen. Es nahmen etwa 50 Menschen an dieser Veranstaltung teil.

EINE-WELT-BRUNCH IN BURG-REULAND

Am Sonntag, den 29. März 2015 fand in Burg-Reuland zum zweiten Mal der „Eine-Welt-Brunch“ statt und die Lokalgruppe Sankt Vith war Mitorganisator. Dieses Jahr kamen insgesamt 75 Menschen zusammen. Die Besonderheit des Brunches besteht darin, dass ausschließlich lokale Produkte angeboten werden, zum Beispiel Käse von Leo Freichels, Honig von Martin Maraite oder Brot vom Schankhof. Es geht also darum, die Menschen zu sensibilisieren, welche Auswirkungen unser Konsumverhalten hat und welche Möglichkeiten nachhaltiger und gerechter sind.

Dabei wird vor allem Wert auf einen geselligen Rahmen gelegt. Dieses Jahr wurde dieser von der Musikerin Chiara Ducombe unterstützt, die Harfe spielte. Außerdem wurde ein Reisebericht von einer Gruppe vorgetragen, die im letzten Sommer mit Unterstützung von Miteinander Teilen eine Reise nach Burundi und Ruanda unternahm. So wurden Fotos gezeigt und Eindrücke vermittelt.



STAND AM FRIEDENSFESTIVAL

Am Ostermontag, den 6. April 2015 fand in Sankt Vith das alljährliche Friedensfestival statt. Bei diesem bunten Zusammentreffen aus Friedensaktivisten, Künstlern, Musikern und engagierten Menschen hatte auch FIAN einen Stand. Dieses Jahr legte die Lokalgruppe Sankt Vith das Augenmerk auf das Haltbarkeitsdatum von Lebensmitteln. Es ging der Gruppe in erster Linie darum, die Menschen zu sensibilisieren, sodass abgelaufene Lebensmittel nicht automatisch im Müll landen. Dazu wurde eigens Kontakt mit einem Geschäft aufgenommen um abgelaufene Produkte zu erhalten. Diese abgelaufenen, teils verarbeiteten Lebensmittel wurden dann gratis angeboten, stets verbunden mit Fakten zur Verschwendung. So

kam es zu einem Aha-Effekt bei manchen Besuchern, der dazu führen kann, dass Manche vielleicht etwas vorsichtiger beim Gang zum Müll geworden sind.

Außerdem konnten die Besucher des Standes gratis Pflanzen (Tomaten, Paprika, usw.) für ihren eigenen Garten mitnehmen. Schlussendlich wurden selbstgebastelte Karten zum Erlös von FIAN verkauft. Das Publikum war – wie so oft auf dem Friedensfestival – interessiert und wissbegierig für die verschiedenen Themen.

NIEWS VAN HET SECRETARIAAT VAN FIAN BELGIUM

WE DE FORMATION
et d'échange
FIAN BELGIUM
JUILLET 2015

AGIR CHEZ NOUS POUR LE DROIT A L'ALIMENTATION et la SOUVERAINETE ALIMENTAIRE

INFOS ET INSCRIPTIONS

Programme complet bientôt disponible sur www.fian.be

Pré-inscription (places limitées): Johan@fian.be

QUAND ?

Du **samedi 4/07** au **dimanche 5/07**

OÙ ?

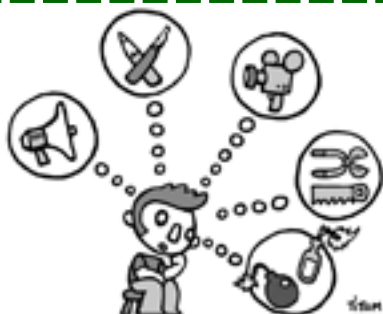
Chèverrie de la Croix de la Grise, Tournai
<http://cheverriedelobel.be>



QUOI ?

Parce que les luttes paysannes ne s'arrêtent pas après le 17 avril... Le temps d'un week-end, FIAN vous propose de s'outiller pour mieux se mobiliser:

Comprendre les enjeux du global au local, des initiatives près de chez soi, intervenir dans l'espace public, outils de mobilisation, modules théoriques, échanges, film, débats, et des temps conviviaux pour imaginer ensemble ...



BRÈVES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

LES AVANTAGES DU LEGS EN DUO

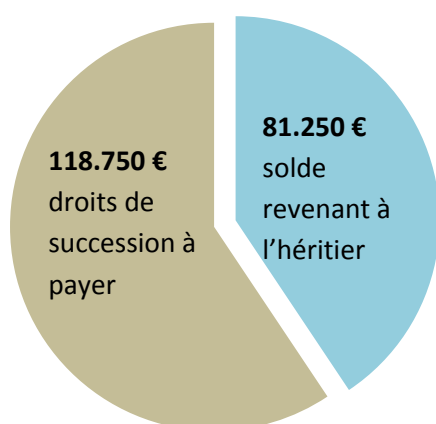
Pour cofinancer ses projets et assurer une partie de son fonctionnement, FIAN est financée par ses membres et donateurs. En songeant à inclure FIAN Belgique dans votre testament, vous nous donnerez l'occasion de continuer le combat encore plus longtemps, et vous favoriserez ceux qui vous sont chers grâce à la formule du legs en duo (voir ci-dessous).

Voici plusieurs possibilités d'envisager un testament en faveur de FIAN :

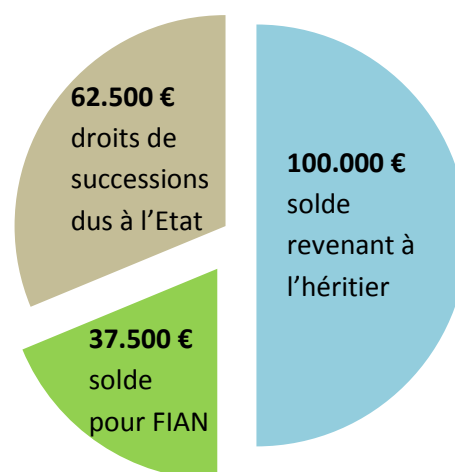
- Si vous avez des héritiers directs (époux/épouse, enfants et petits-enfants), ils bénéficient d'une part légale de votre héritage, appelée part réservataire. Le reste, la quotité disponible, peut être attribué à une organisation de défense des droits humains comme FIAN. Elle bénéficie de droits de succession réduits : 12,5% si le testament a été rédigé par une personne domiciliée dans la Région bruxelloise, 7% en Région wallonne et 8,8% en Flandre.
- Si vos héritiers sont des parents éloignés ou des amis sans lien de parenté, ceux-ci devront s'acquitter de droits de succession élevés, pouvant atteindre plus de la moitié de la somme que vous souhaitez leur laisser ! La formule de legs en duo permet de limiter le paiement des droits de succession, tout en incluant FIAN dans l'héritage. Exemple ci-dessous.
- Si vous n'avez pas d'héritier direct ou éloigné, vous pouvez déclarer FIA Belgique légataire universel. Elle s'acquittera alors de ses droits de succession de 12,5%, 7% ou 8,8% selon la Région.

Par exemple : vous habitez la région Bruxelles-Capitale, vous n'avez pas de famille proche et vous léguiez 200.000 euros à un ami fidèle. Avec le legs en duo, vous laissez d'avantage à ceux qui vous sont chers tout en préservant l'avenir du droit à l'alimentation !

Legs ordinaire



Legs en Duo



Pour être performante cette technique de planification successorale doit tenir compte de la situation familiale et patrimoniale du testateur ainsi que du mode de calcul (fonction du taux de ses héritiers) des droits de succession propre à la Région dans laquelle celui-ci vit. Le legs en duo ne peut réellement fonctionner que par un dosage précis entre les quotes-parts léguées à chacun et le coût en droits de succession lié à celles-ci. Pour le mettre en place, n'hésitez donc pas à contacter votre notaire.

FIAN
actu

FIAN
aktuell

THEMA : «UNE HISTOIRE DE BANQUE MONDIALE ET DE DROIT À L'ALIMENTATION»

DEPUIS 2014, LA BANQUE MONDIALE EST FORTEMENT CONTESTÉE PAR LA SOCIÉTÉ CIVILE PAR LE BIAIS DE LA CAMPAGNE « OUR LAND OUR BUSINESS » - NOTAMMENT EN RAISON DES CLASSEMENTS « DOING BUSINESS » ET « ENABLING THE BUSINESS OF AGRICULTURE » - POUR SON RÔLE DANS LES ACCAPAREMENTS DE TERRE À L'ÉCHELLE MONDIALE ET LA PROMOTION DU MODÈLE AGRO-INDUSTRIEL AU DÉTRIMENT DES PAYSAN-NE-S DES PAYS DU SUD.

RETOUR SUR L'ÉVOLUTION DES POLITIQUES MISES EN PLACE PAR LA BANQUE MONDIALE DEPUIS SA CRÉATION, CENSÉES LUTTER EFFICACEMENT CONTRE LA PAUVRETÉ, ET EXPLICATION DES CRITIQUES ACTUELLES.

La Banque mondiale fut créée en 1944 à la suite des accords de Breton Woods (accords économiques conclus entre les nations alliées de la Seconde Guerre Mondiale) en parallèle du Fonds Monétaire International (FMI). Le rôle de ces institutions était initialement d'aider à la reconstruction, donc principalement de l'Europe, détruite par les bombardements massifs de la Guerre. Constituée par un capital provenant en grande partie des Etats-Unis, la mission de la Banque se limitait alors à des garanties sur les investissements privés plutôt qu'à des crédits directs aux pays concernés¹. Mais l'âge d'or de l'institution eu lieu entre les années 1968 à 1981, période pendant laquelle la Banque mondiale était présidée par Robert McNamara, ancien ministre de la Défense des présidents Kennedy et Johnson². Durant cette période, le volume annuel des prêts passa d'1 à 13 milliards de dollars, le personnel fut multiplié par quatre et le budget administratif par 3,5. Les prêts aux pays en voie de développement ont donc en toute logique été multipliés par dix au cours de la même période⁰.

Néanmoins, malgré l'impressionnante expansion de ses moyens d'action et la volonté affichée de réduire la pauvreté,

la dichotomie entre le discours et les actes de la Banque opérait déjà dès le début des années 1970. Ainsi, selon le « Philippines Poverty Report », rapport commandité en 1980 par la Banque mondiale elle-même pour vérifier l'incidence de ses projets sur les populations cibles, il apparaissait que les bénéfices liés à la croissance de la production et de la productivité agricoles profitèrent en premier lieu aux riches exploitants philippins, laissant les familles rurales vivant sous le seuil de pauvreté en nombre plus important qu'avant le début du projet⁴ ! Selon Jerry Mander⁵, « McNamara a tué plus d'êtres humains à la tête de la Banque mondiale que lorsqu'il était, en tant que ministre de la Défense aux Etats-Unis, préposé aux massacres du Vietnam ». Les pays favorisés par les politiques de la banque étaient en effet principalement des régimes répressifs, mais « amicaux » aux yeux de Washington⁶ (Brésil, Philippines, Indonésie ou encore la Corée du Sud), alors que les gouvernements « ennemis » des Etats-Unis voyaient leurs crédits suspendus ou supprimés (par exemple envers le gouvernement Allende au Chili en 1971).

Suite à l'élection de Ronald Reagan aux Etats-Unis en 1981 et au départ de McNamara de la Banque mondiale, des changements profonds vont s'opérer au sein de l'institution. Non que la Banque réalise ses erreurs et prenne des mesures concrètes et efficaces pour lutter contre la pauvreté, le



tournant va plutôt se réaliser dans le sens du néolibéralisme, théorie nouvelle à l'influence grandissante. La mode est aux Programmes d'Ajustement Structurels (PAS) imposés aux pays du Sud avec le FMI, programmes similaires à ceux que l'on retrouve aujourd'hui imposés par la Troïka dans le sud de l'Europe (Grèce ou Chypre) et qui consistent à favoriser le développement d'un pays en libéralisant son économie pour attirer les investisseurs étrangers, tout en réduisant les services publics et l'influence de l'Etat sur la sphère économique et financière. Ces politiques libérales sont d'autant plus facilement mises en place par les pays en voie de développement qu'« après 1982, avec le tarissement total des prêts des banques commerciales aux pays en voie de développement, la Banque se retrouve en position de force, celle du prêteur de dernière instance capable d'imposer ses conditions »⁷. Les décennies 1980 et 1990 voient alors fleurir ces PAS censés aider les pays du Sud à résorber leur dette publique et donnant lieu à des privatisations massives et des politiques de dérégulation.

DES «PAS» AU « DOING BUSINESS »

Suite aux vives protestations de la société civile, la Banque mondiale a officiellement abandonné la mise en place des PAS depuis 2002, mais n'a pas pour autant abandonné ni sa vision néolibérale - plaidant pour le laisser-faire des marchés et l'affaiblissement du pouvoir de l'Etat - ni son soutien au secteur privé. C'est ainsi qu'est entré en application en 2002 (le hasard fait bien les choses) le classement « Doing Business », notant les pays en fonction de la facilité d'y faire des affaires. Sont ainsi évalués des critères comme la réglementation du marché du travail, le paiement des taxes et impôts ou la facilité de création d'entreprise, les meilleures notes allant (évidemment) aux pays offrant le moins de contraintes possibles et le plus de souplesse aux investisseurs privés. Un classement de ce type incite évidemment les Etats à engager des réformes qui lui feront gagner des places dans le classement, pour ainsi attirer les investissements étrangers et continuer à bénéficier des prêts de la Banque mondiale. Nous assistons donc depuis le début des années 2000 à la mise en compétition et à la course à la déréglementation des pays en voie de développement pour

figurer parmi les bons élèves du classement, et cela malgré de plus en plus d'incohérences d'idéologie mais aussi de méthodologie pointées à la fois par des organisations de la société civile mais aussi par des experts issus de la Banque mondiale⁸.

Un des exemples les plus frappants est celui des Philippines qui a effectué un bond spectaculaire dans le classement Doing Business entre 2011 et 2014 (de la 148ème à la 108ème place) grâce à des mesures favorisant les investissements directs étrangers⁹ (IDE), principalement dans le domaine foncier. La Banque mondiale avec l'aide de l'Agence Australienne pour le Développement (AusAID) a ainsi poussé les Philippines à abandonner leur programme de réforme foncière centrée sur la redistribution de terres aux travailleurs agricoles et aux paysan-ne-s sans terre pour accélérer l'accès au foncier des entreprises (facilitation des transactions foncières, abaissement des droits d'enregistrement des terres,...). En 2013, les Philippines devinrent la troisième destination mondiale pour les investissements directs étrangers dans le domaine du foncier (comprendre dans les accaparements de terre) avec 5,2 millions d'hectares acquis depuis 2006¹⁰...

LA THÉHORIE INDÉFENDABLE DU « GAGNANT-GAGNANT »

Fort de son influence sur les politiques des pays du Sud ¹¹et à la demande expresse du G8 de « réfléchir aux options pour élaborer un index pour noter les pays sur le climat des affaires dans le secteur agricole¹² », la Banque mondiale a développé l'outil « Enabling the Business of Agriculture » (EBA) (auparavant « Benchmarking the Business of Agriculture ») censé nous permettre de relever les défis majeurs du siècle à venir, à savoir principalement nourrir les 9 milliards d'individus prévus pour 2050¹³. L'EBA (financé par la fondation Bill et Melinda Gates et les gouvernements américain, anglais, danois et néerlandais), dont la méthodologie est calquée sur celle du Doing Business, proposera également un classement des pays sur des critères tels que l'enregistrement des terres agricoles, l'accès aux semences, l'approvisionnement en engrais ou encore la production agricole sous contrat



Mise en scène lors d'une action de protestation organisée par FIAN

LA BELGIQUE ET LA BANQUE MONDIALE

- De par la part importante du budget national alloué à la Banque mondiale, la Belgique y dispose d'un certain pouvoir de décision.
- Au comité des directeurs de la Banque mondiale (qui rassemble les plus gros donateurs), la Belgique partage un siège avec 9 autres pays.
- Le ministre belge des finances, Johan Van Overtveldt (NV-A) occupe le siège de la Belgique au conseil des gouverneurs, la plus haute instance de décision de la Banque mondiale.
- La Banque mondiale est (soit disant) une banque de développement, c'est donc une part du budget de la DGD qui lui est allouée. Cependant, c'est le ministre des finances qui représente la Belgique au conseil des gouverneurs.
- Les décisions prises dans les instances gouvernantes de la Banque et où la Belgique prend part, sont opaques. Les positions défendues par la Belgique dans ces instances le sont aussi.

(car la Banque mondiale persiste à défendre le fait que des relations « gagnant-gagnant » sont possibles entre les petits paysans et les firmes agroalimentaires, « pour autant que les investisseurs respectent certaines normes »¹⁴, alors que l'agriculture sous contrat constitue avant tout un formidable moyen pour l'industrie agroalimentaire d'accaparer les moyens de production, à l'exception des terres agricoles, et de faire supporter l'ensemble des risques liés à la production sur le producteur). L'outil est encore en phase pilote dans 10 pays (Ethiopie, Mozambique, Népal, Rwanda, Ouganda, Guatemala, Philippines, Maroc, Ukraine, Espagne) mais devrait être étendu à 30 autres pays en 2015 .

Au regard des conséquences des politiques de la Banque mondiale de manière générale et du classement Doing Business depuis sa création, on peut aisément deviner les conséquences qu'auront le classement Enabling the Business of Agriculture sur les politiques agricoles des pays du Sud. Ces pays désireux d'attirer les investisseurs seront contraints de libéraliser les marchés des semences, des engrais, du foncier, du commerce et du travail et leur rôle sera limité à faciliter au maximum les investissements et à protéger les investisseurs, peu importe leur degré de respect des droits économiques, sociaux ou environnementaux des populations rurales. La petite paysannerie, pourtant la plus vulnérable, sera orientée de force vers l'agriculture d'exportation et donc encore plus exposée qu'aujourd'hui à la volatilité des prix des marchés, et soumise à un rapport de force insoutenable face aux géants de l'agro-alimentaire, qui ne lui laisseront comme porte de sortie que la vente de ses terres ou la production sous contrat. Nous sommes finalement bien loin des objectifs affichés de la Banque, qui prétend vouloir soutenir le monde paysan et lutter contre la pauvreté. Les mécanismes d'action de la Banque et leur idéologie sous-jacente restent ancrés dans le dogme du néo-libéralisme, où une faible partie de la population mondiale - celle qui possède le capital - est supposée s'enrichir d'avantage dans le but d'améliorer les conditions de vie de l'ensemble de la population, conception pas moins irréaliste qu'irréalisable.

La campagne Our Land Our Business (www.ourlandourbusiness.org) menée par une coalition de plus de 260 acteurs non gouvernementaux est donc plus que jamais nécessaire. Cette

campagne permet par des études, rapports, communiqués de presse et par des actions de visibilité de mettre à jour les incohérences flagrantes qui existent entre le discours tenu par la Banque mondiale et ses actions concrètes. Le site de la campagne estime qu'entre 2000 et 2011, 200 millions d'hectares de terres ont été accaparés (près de 2 tiers de l'Inde) et que 238 réformes « Doing business » ont été mises en place dans les pays du Sud entre 2012 et 2013, soit 18% de plus que l'année précédente . Le dernier communiqué de presse de la campagne vise clairement à demander des comptes à la Banque sur sa méthodologie et les motivations à mettre en place des classements si controversés (voir page suivante).

Antoine, comité de rédaction

1 Guilhot, N., « D'une vérité à l'autre, les politiques de la Banque mondiale », Le Monde Diplomatique, septembre 2000.

2/5 Ziegler, J., « Portrait de groupe à la Banque mondiale », Le Monde Diplomatique, octobre 2002.

3/4/6/7 Bello, W. & Kinley, D., « La politique de la Banque mondiale à l'heure de l'orthodoxie libérale », Le Monde Diplomatique, septembre 1981.

8 The Oakland Institute, « Aveuglement Volontaire : Comment les classements Doing Business de la BM appauvrissent les paysans », 2014, p.7

9 The Oakland Institute, « World Bank's Bad Business in the Philippines », Factsheet, 2014

10 «En 2012, les prêts de la Banque aux pays [en voie de développement] ont atteint 35 milliards de dollars ». The Oakland Institute, « Les Mythes de la Banque mondiale sur l'Agriculture et le Développement », 2014, p.4

11 « Fact sheet: G-8 action on Food Security and Nutrition ». Communiqué de presse, The White House, 18 mai 2012, cité dans The Oakland Institute, « Les Mythes de la Banque mondiale sur l'Agriculture et le Développement », 2014, p.5

12/14 World Bank Group, « Améliorer le climat des Affaires dans l'Agriculture, Rapport d'Etape », 2015, p. V.

13 Oakland Institute, « Les Mythes de la Banque mondiale sur l'Agriculture et le Développement », 2014, p.5



LA SOCIÉTÉ CIVILE POSE 3 QUESTIONS CRUCIALES À LA BANQUE MONDIALE LORS DE LEURS RÉUNIONS DE PRINTEMPS 2015

OUR LAND OUR BUSINESS

Communiqué de presse.

Les membres de Our Land Our Business posent publiquement trois questions liées au rôle de la Banque Mondiale en ce qui concerne l'accaparement de terres, la destruction du climat et la corporatisation de l'agriculture.

Ces questions sont au cœur du modèle de développement de la Banque Mondiale et mettent en exergue sa prétention à servir les intérêts des pauvres dans le monde de manière claire et coûteuse.

1. Pourquoi n'avez-vous pas discuté avec les agriculteurs avant de promouvoir des programmes de réforme agraire d'envergure?

Votre initiative de réforme agraire phare – “Enabling the Business of Agriculture” (EBA), connue auparavant sous le nom de “Benchmarking the Business of Agriculture” (BBA) – devrait être mis en place dans 40 pays cette année. Lors de cette prise de décision de créer le EBA, vous n'avez consulté des agriculteurs ou groupes d'agriculteurs à aucun moment. Votre consultation s'est limitée aux gouvernements riches et à la fondation Bill et Melinda Gates, qui vous financent. La seule consultation ouverte qui aurait pu donner une opportunité aux communautés affectées d'être écoutées fut lors d'une réunion que vous avez organisée à Londres en novembre 2014 pour laquelle vous avez donné un avis de sept jours pour pouvoir y participer. Cette sorte de consultation-mascarade semble être en contradiction directe avec vos propres objectifs de consultation des communautés affectées, et fait un pied de nez au mea culpa du Président Kim sur l'échec de la Banque de prendre en compte les besoins des communautés de par le passé.

2. Pourquoi récompensez-vous les pays qui cèdent leur pouvoir et leurs richesses à des sociétés étrangères, tout en punissant ceux qui investissent dans la santé et le bien-être de leurs populations ?

Le EBA est une initiative sœur du Doing Business Rankings. Ces classements, jugés annuellement par des technocrates à Washington DC, influencent d'énormes quantités de revenus, de la Banque elle-même, de gouvernements donateurs et de sociétés. Au cours des sept dernières années, en réponse au Doing Business Ranking, 21 pays sub-sahariens ont diminué leurs taux d'imposition des revenus des sociétés au moins une fois. Dans certains pays, ils ont été diminués jusqu'à trois fois. Dans un même temps, vous avez récompensé des pays comme le Chad, la RDC et la Mali qui ont un classement plus élevé en ce qui concerne la diminution des taxes de transfert de propriété et des règles portant sur l'acquisition de terres, et rétrogradé onze pays africains pour avoir établi ou augmenté des impôts de contribution sociale qui peuvent être utilisés pour améliorer les services sociaux.

3. Pourquoi donnez-vous la priorité à des modèles d'agriculture qui détruisent l'environnement et appauvrissent la population, plutôt qu'à ceux qui fonctionnent en harmonie avec l'environnement et qui nourrissent déjà le monde?

En avançant faussement qu'on ne pourra à l'avenir nourrir le monde qu'en utilisant des semences commerciales brevetées et des pesticides et des engrais synthétiques, vous avez centralisé le rôle de grandes sociétés multinationales et leurs appuis financiers (la Fondation Gates par exemple, qui détient \$23 million d'actions chez Monsanto, ainsi que \$1,4 milliards d'actions dans des sociétés d'énergies fossiles) au sein de votre modèle d'agriculture mondiale. Au lieu de soutenir et discuter avec les agriculteurs familiaux qui produisent déjà 70% de la nourriture mondiale, ou de regarder la multitude de preuves démontrant les bénéfices et le potentiel des méthodes d'agriculture régénératrice, vous semblez vous orienter vers les ultra-riches et les monopoles corporatifs. L'agroécologie n'augmente pas seulement les récoltes au fil du temps, elle le fait également de telle sorte qu'elle protège la santé du sol et séquestre de grandes quantités de carbone. D'un autre côté, les méthodes synthétiques atteignent un palier et réduisent ensuite les récoltes, dégradent activement le sol et produisent d'énormes quantités de gaz à effet de serre.

Pour de plus amples informations, vous pouvez consulter le site web Our Land Our Business sur www.ourlandourbusiness.org



MONDIALISONS LA RÉSISTANCE POUR LA TERRE ET L'EAU !

COMME CHAQUE ANNÉE, DU 23 AU 27 MARS, QUELQUES TECHNOCRATES DE LA BANQUE MONDIALE SE SONT RÉUNIS POUR DISCUTER DES POLITIQUES FONCIÈRES MONDIALES, À L'OCCASION DE LA CONFÉRENCE ANNUELLE « TERRE ET PAUVRETÉ ». CES DISCUSSIONS - OPAQUES ET NON DÉMOCRATIQUES - S'INSCRIVENT DANS UNE VISION DE MARCHANDISATION DES TERRES AGRICOLES MONDIALES, QUI FAVORISE LE PHÉNOMÈNE D'ACCAPAREMENT DE TERRES.

AU MÊME MOMENT À TUNIS, DE L'AUTRE CÔTÉ DE LA PLANÈTE, LES MOUVEMENTS SOCIAUX ET LES ORGANISATIONS DE LA SOCIÉTÉ CIVILE SE RÉUNISSAIENT AU FORUM SOCIAL MONDIAL. A CETTE OCCASION, A ÉTÉ LANCÉE « LA CONVERGENCE GLOBAL DES LUTTES POUR LA TERRE ET L'EAU ». UN PROCESSUS PARTICULIÈREMENT INTÉRESSANT QUI MARQUE UNE NOUVELLE DYNAMIQUE DE RÉSISTANCE.

Avec plus de 60 signataires qui représentent des millions de personnes - organisations de base, mouvements paysans et sociaux, ONG -, la « Convergence globale des luttes pour la Terre et l'Eau » n'est pas un fait anodin. « *Les logiques sont globales ? Et bien ils auront une résistance mondiale. Ce qui se passe aujourd'hui est sans doute la tentative d'alliance pour des biens communs la plus importante des dernières années* », affirme Philippe de FIAN International, lors de l'ouverture des discussions au FSM. Et pour cause, les revendications portées par cette Convergence sont en totale opposition avec les logiques dominante de marchandisation et de privatisation des ressources. « *Nous pensons que les ressources naturelles sont des biens communs, que la terre et l'eau doivent permettre aux peuples de vivre digne-ment. C'est pour ça qu'on est là. Et c'est inédit* », précise Philippe.

Ça l'est, par l'ampleur et la diversité des acteurs qui ont rejoint la Convergence. Mobilisés sur des enjeux et des secteurs différents, aux quatre coins du monde, les organisations signataires recouvrent un large panel de luttes pour l'accès aux ressources. Se succèdent au micro un pêcheur

sud-africain qui se bat pour une reconnaissance de son activité de pêche artisanale, une agricultrice malienne qui doit faire face à la privatisation des terres communautaires et le porte-parole d'une organisation de consommateurs opposés à la privatisation de l'eau potable en Italie. Les réalités sont différentes mais les logiques contre lesquelles ils se battent sont les mêmes.

UN PROCESSUS EN MARCHÉ...

Le processus de convergence a débuté lors du dernier Forum Social à Dakar en 2014. Ces premières discussions avaient déjà permis de fédérer plusieurs dizaines d'organisations. Un comité de coordination d'une quinzaine d'organisations ont préparé le rendez-vous de Tunis, qui fut l'occasion de « *continuer le dialogue avec des mouvements et organisations du monde entier afin d'élargir cette Convergence* »¹.

La déclaration qui en résulte, « Déclaration de Dakar à Tunis », énonce des aspirations clés pour les mouvements

sociaux et organisations signataires. Elle a été construite collectivement et largement débattue tout au long des quatre jours du forum. Fondée sur une approche de droits humains, elle est structurée en fonction de la vision de la souveraineté alimentaire et des luttes des mouvements sociaux. La Convergence aspire à créer un mouvement uni vers la réforme agraire et la gestion non marchande de l'eau, dans le but d'assurer que les populations aient l'accès et le contrôle des ressources vitales. Il s'agit plus globalement de garantir la mise en œuvre de politiques pour la réalisation des droits humains, y compris celui à une alimentation adéquate, à l'eau, à la terre...entre autres.

Un autre objectif de la Convergence mondiale est de s'opposer à d'autres initiatives et réseaux qui ont émergé au cours des dernières années, et qui donnent des fausses réponses concernant l'accaparement des terres et des ressources. On peut par exemple citer –la « Nouvelle Alliance pour la sécurité alimentaire et la nutrition »² du G8 ou « l'Alliance pour la révolution verte en Afrique »³. Celles-ci sont fondées sur l'approche des « partenariats public-privé » et « multi-acteurs », et traitent comme égales les demandes des titulaires de droits et les intérêts privés des investisseurs – et même privilégient ces derniers. A l'opposé de cette logique, le démantèlement du pouvoir des entreprises, et en particulier des sociétés transnationales, au moyen d'instruments contraignants relatifs aux droits humains, est une autre demande clé de la Convergence.

... VERS UNE SOLIDARITÉ DES LUTTES

En s'engageant dans la Convergence, chaque organisation s'engage à porter des revendications communes établies dans la déclaration et à mener une série d'actions à son niveau. Mais le résultat le plus important est sans doute la création de liens de solidarité et de reconnaissance mutuelle d'autres luttes. L'appel est clair « *Nous appelons les sociétés civiles, les mouvements sociaux et de base, les ONG et les syndicats du monde entier à s'investir dans cette discussion et à renforcer cette déclaration et à soutenir ces revendications avec tous les moyens à disposition. Ce n'est qu'en solidarisant nos luttes, à partir de la protection de nos droits aux ressources essentielles pour la vie, que nous pourrons faire entendre*

la voix de la société (...) nous reconnaissons et apprécions notre diversité et les initiatives qui sont et seront proposées, et sur lesquelles nous continuerons à débattre et discuter. En vue de cela, nous nous engageons à diffuser largement cette déclaration. Nous la partagerons avec nos communautés dans nos territoires, afin de continuer à les impliquer dans le processus de construction de cette Convergence.

Eau et terre, mêmes dégâts même combat !⁴»

Johan, FIAN Belgique

(1) et (4) Texte de la déclaration

(2) Partenariat entre le G8, l'Union africaine, le Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD), des gouvernements africains et près d'une centaine d'entreprises nationales et internationales. L'objectif est de promouvoir la sécurité alimentaire en Afrique en encourageant des investissements accrus de multinationales dans 6 pays test en Afrique subsaharienne. De nombreuses organisations de la société civile décèlent des préoccupations d'ordre plutôt économique : ouvrir de nouveaux marchés aux entreprises des pays du G8, tout en accélérant un peu plus les accaparements de terres.

(3) Mise sur pied par les fondations Rockefeller et Gates, l'initiative est largement dénoncée comme favorisant l'introduction de l'agrobusiness et des OGM sous le couvert d'une nouvelle révolution verte.



La Convergence se base sur les convictions et les principes communs à l'ensemble des organisations, qui les réaffirment dans la déclaration :

1. les droits humains à l'eau, à l'alimentation et à la terre sont fondamentaux et essentiels pour la vie. Toutes et tous, hommes et femmes, adultes et enfants, riches ou pauvres, ruraux ou urbains doivent pouvoir en jouir.
2. L'eau et la terre sont non seulement des ressources naturelles vitales, mais aussi une partie de notre héritage commun, dont la sécurisation et la gouvernance doivent être préservées par chaque communauté pour le bien commun de nos sociétés et de l'environnement, aujourd'hui et pour les générations à venir.
3. L'eau, la terre et les semences sont des biens communs, et pas des marchandises.
4. Le mandat légal et constitutionnel que nous reconnaissons à l'État est celui de représenter l'intérêt des peuples. Raison pour laquelle l'État a le devoir de s'opposer à toute politique ou traité international qui menacent les droits humains et leur propre souveraineté, y compris les mécanismes de règlement des différends entre les entreprises et les États, tels que ceux inclus dans le Partenariat transatlantique de commerce et d'investissement et la majorité des traités d'investissement.
5. Les politiques de gestion de la terre et de l'eau doivent favoriser la réalisation de l'équité sociale, l'égalité de genre, la santé publique et la justice environnementale.

INTERVIEW : Mariam JORJADZE Organisation non-gouvernementale géorgienne ELKANA

A l'occasion du débat public sur l'implémentation des "Directives volontaires pour la gouvernance foncière" en Europe et en Asie Centrale, organisé par la Coordination Européenne de Via Campesina (ECVC) -en collaboration avec FIAN-, et qui a eu lieu le 16 avril dernier à Bruxelles, nous avons eu le plaisir d'interviewer Mariam JORJADZE, directrice de l'organisation non-gouvernementale géorgienne ELKANA, ainsi que Elene SHATBERASHVILI, avocate au sein de l'association.

Cet entretien nous donne l'opportunité de mettre la lumière sur les problématiques spécifiques des pays de la région Sud-Caucase et plus généralement d'Europe de l'Est et Asie Centrale. Pour Mariam JORJADZE, cet échange lui a permis de mettre l'accent sur l'opportunité exceptionnelle que représente pour son association de participer à des rencontres internationales car celles-ci permettent un partage d'information et d'expériences qui est essen-

tiel. Bien que les contextes politiques et historiques soient différents, les problématiques d'accès à la terre, d'accaparement et de concentration foncière dans les mains de larges acteurs, sont sensiblement les mêmes dans presque tous les pays concernés.

ELKANA promeut la petite agriculture, biologique et durable. Votre organisation aborde également depuis plus récemment les problématiques de la terre. Pouvez-vous décrire les principaux enjeux en termes de gestion foncière en Géorgie ? En quoi les petits agriculteurs sont ils impactés ?

Notre ONG a été fondée en 1994 dans le but de développer l'agriculture biologique en Géorgie. Au début, cela représentait notre principal objectif, mais progressivement nous avons étendu notre champ d'action et avons notamment œuvré à développer d'autres activités telles que le tourisme rural ou la protection de la biodiversité agricole, en travaillant avec les communautés locales et en les aidant à se développer de manière autonome et à s'auto-impliquer dans les prises de décisions les concernant.

Depuis 2004, nous défendons aussi activement les droits des agriculteurs et fermiers. Cette problématique est cruciale en Géorgie, mais aucune organisation n'œuvrait encore en ce sens. La société civile est assez prépondérante dans la

Géorgie postsoviétique, mais l'agriculture reste l'enfant pauvre du développement des mouvements sociaux dans le pays.

A travers notre plaidoyer pour la protection des droits des paysans, nous abordons donc les questions liées à la terre, et aux réformes du régime foncier. Notre intérêt pour cette problématique n'est donc pas si récent que cela.

Les enjeux actuels restent très liés au passé. En effet, les communautés paysannes d'Europe de l'est ainsi que d'Asie centrale dont les structures de fonctionnement ont été façonnées par l'économie planifiée soviétique, se sont effondrées après la chute de ce régime et ont été affectées par les changements politiques radicaux qui se sont opérés ensuite. Un quart de siècle plus tard, les problèmes liés aux systèmes agricoles persistent, et les questions de l'accès à la terre et des ressources productives n'ont pas beaucoup évolué. La situation des agriculteurs dans les pays de l'ex-bloc soviétique est aggravée par leur isolement et par la perte de savoirs traditionnels qui est due à des décennies d'activité paysanne se résumant à un rôle d'exécutant pour un marché unique que représentait l'URSS. Cette perte de capacité d'initiatives et de savoirs ancestraux, ainsi que la famine qui sévissait dans les années 90's, explique en partie le lien de dépendance qui s'est ensuite créé vis-à-vis d'investisseurs. Cette situation chaotique qui a immédiatement suivi la chute du régime soviétique a donné lieu à une décision gouvernementale en 1992 de distribuer un lopin de terre à chaque foyer. C'était alors la seule solution envisagée pour sauver le pays de la famine mais cela a contribué au morcellement des terres agricoles.



Un des principaux enjeux est par conséquent de renforcer les organisations d'agriculteurs, de pêcheurs, d'éleveurs, de communautés autochtones et/ou de femmes qui sont encore assez embryonnaires en Géorgie. Du fait de leur isolement et du manque de contact avec les mouvements d'agriculteurs et de paysannerie internationaux, les organisations locales n'ont pas nécessairement conscience de la dimension sophistiquée des luttes et activités de plaidoyer menées à l'échelle mondiale, ce qui était aussi le cas d'ELKANA jusque récemment. Par exemple, dans certains pays, il arrive que ni les instances gouvernementales ni le secteur civil ne connaissent Directives Volontaires de la FAO, alors même que la problématique de la terre est criante.

Pouvez-vous nous parler de l'impact qu'ont eu les programmes menés par les institutions financières internationales - et en particulier la Banque Mondiale- sur la petite agriculture et sur les problématiques d'accès à la terre dans le Sud-Caucase en général et en Géorgie en particulier ?

Un programme de réformes engagé en 2005 par les gouvernements précédents a été soutenu par des institutions financières internationales, en ce compris la Banque Mondiale. Ce programme s'est principalement concentré sur le système d'enregistrement foncier. A cet égard, nous pouvons estimer que des améliorations ont été apportées au fonctionnement des services publics, notamment en matière de simplification des processus d'enregistrement foncier et de cadastre, en appliquant par exemple le principe du

« one-window ».

Ces réformes ont principalement visé l'amélioration de l'efficacité et de la productivité agricoles et se sont notamment focalisées sur la suppression de la corruption au niveau public local. La ligne gouvernementale à ce moment là était de créer une gestion consolidée et centralisée y compris en ce qui concernait les terres agricoles. Celles-ci se sont donc retrouvées du jour au lendemain sous la coupe du Ministère du Développement Economique. Ces réformes ont manqué d'une approche holistique et ont ouvert la porte à la spéculation foncière, considérant la terre comme n'importe quelle autre commodité agricole que l'Etat pouvait vendre à tout venant, sans aucune consultation préalable des communautés locales, dont les droits n'étaient et ne sont toujours pas pris en compte.

En outre, juste après la chute de l'empire soviétique, un certain nombre de terres avaient été acquises de manière douteuse par d'anciens fonctionnaires d'Etat pour être finalement laissées en état d'abandon. Des communautés locales s'y étaient installées de manière assez naturelle pour cultiver ces terres. Mais à la suite d'une politique d'ouverture aux investissements étrangers et d'un processus intense de privatisation en 2010, ces anciens fonctionnaires se sont mis à vendre « leurs » terrains (notamment en les publiant tout simplement sur internet sans aucune consultation des communautés locales), n'y voyant que le profit économique qu'ils pouvaient en tirer, ce qui n'a pas manqué de créer des conflits, d'autant que les instances gouvernementales locales n'étaient pas impliquées.

Aujourd'hui on assiste cependant à une suspension de la vente de ces terrains forestiers et d'élevage car la politique actuelle se veut différente, mais le manque de dialogue avec les communautés locales persiste. Plus encore que de la mauvaise volonté, il s'agit aussi d'un manque de connaissance et de compréhension du mode de vie et des besoins de ces communautés.

Il est difficile de désigner le gouvernement Géorgien ou les institutions financières internationales comme seul(es) responsable(s) de la situation actuelle, mais il n'existe pas en Géorgie de véritable politique foncière, ni même d'outil d'évaluation et de recensement des terres, des ressources et de leurs différentes utilisations.

Que diriez-vous en conclusion ?

Il est urgent d'œuvrer à l'implémentation d'outils comme celui des Directives Volontaires, tout en renforçant les capacités des organisations et communautés locales, et en continuant à échanger les savoirs et les expériences entre les pays de l'Est et de l'Ouest européen. En ce qui concerne des organisations comme la nôtre, il est important de sortir de l'isolement et de s'ouvrir à des perspectives qui enrichissent notre compréhension des luttes menées ailleurs.

Interview réalisée par Inès Ayari du comité de rédaction

AGENDA

9/5/2015

- > **ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DE FIAN BELGIQUE**
- > **GENERALVERSAMMLUNG VON FIAN BELGIEN**
- > **ALGEMENE VERGADERING VAN FIAN BELGIUM**

L'occasion de rencontrer les autres membres de l'association, mais aussi de se prononcer sur ses grandes orientations.

Diese bietet die Möglichkeit andere Mitglieder der Vereinigung zu treffen, aber sich auch zu den richtungsweisenden Entscheidungen zu äußern.

De gelegenheid om andere leden van de vereniging te ontmoeten, maar ook om je uit te spreken over de grote richtlijnen.

7/6/2015

- > **BALADE FAMILIALE DU GL DE EUPEN**
- > **FAMILIENAUSFLUG DER LOKALGRUPPE EUPEN**
- > **FAMILIEWANDELING VAN DE LOKALE GROEP VAN EUPEN**

Pour faire connaître FIAN de façon ludique, balade familiale poussettes admises le 7 juin à partir de 12 heures à Eupen

Um FIAN auf eine spielerische Art bekannter zu machen, findet am 7. Juni ab 12 Uhr in Eupen ein Familienausflug statt. Kinderwagen sind erlaubt.

Om FIAN te leren kennen op ludieke wijze, familiewandeling kinderwagens toegelaten op 7 juni Balade vanaf 12u

4-5/07/2015

- > **WEEK-END DE FORMATION FIAN**
- > **AUSBILDUNGSWOCHENENDE VON FIAN**
- > **VORMINGSWEEKEND VAN FIAN**

Dans une ambiance conviviale, un week-end pour s'outiller pour se mobiliser efficacement chez nous pour le droit à l'alimentation et la souveraineté alimentaire.

In einer geselligen Stimmung kann man lernen sich effizienter für das Recht auf Ernährung und Ernährungssouveränität bei uns zu mobilisieren.

Een weekend om in een gezellige omgeving zich uit te rusten met de juiste tools om op efficiënte wijze te mobiliseren voor het recht op voeding en voedselsovereiniteit.